



# 10 propositions pour reconstruire à gauche

Parmi les nombreuses propositions formulées dans la contribution "Reconstruire à Gauche", en voici dix qui visent à rendre le Parti socialiste solide, crédible et audible :

Le **lancement de grands emprunts** par la Banque Européenne d'Investissement afin de préparer l'avenir (transports, interconnexions électriques, équipements de recherche, etc.) et la création d'un **Fonds Souverain France** pour maintenir sur notre territoire les entreprises stratégiques et investir pour le développement durable en France, ainsi que dans les pays les moins avancés.

La **protection commerciale ciblée** : dans le respect des règles de l'OMC, elle prendra notamment la forme d'écluses écologiques (prélèvements modulés en fonction de l'impact écologique des biens et services);

La **création d'une allocation énergie** : financée par un prélèvement sur les super-profits des compagnies pétrolières, elle s'adressera aux foyers modestes et aux couches moyennes touchées de plein fouet par l'augmentation du carburant à la pompe et du chauffage.

La **limitation des "stock-options" aux petites et jeunes entreprises** : là où elles ont une réelle utilité pour le développement économique, les stock-options seront maintenues ; en revanche, elles seront supprimées pour les grandes entreprises.

La **modulation des exonérations sociales** : les entreprises ou les branches qui n'ont pas signé d'accord salarial depuis deux ans verront le montant de leurs exonérations de cotisations sociales amputées de 20 %. Cette mesure est beaucoup plus précise que celle qui est annoncée par le gouvernement dans sa troisième loi sur le pouvoir d'achat en un an.

La **participation des revenus du capital** au financement durable des retraites.

La réunion d'**Etats généraux des collectivités locales** dès après le congrès : nous les organiserons pour évaluer précisément le montant des transferts de charges non compensés, proposer une refonte de la fiscalité locale, définir les devoirs précis de l'Etat envers les collectivités territoriales, mettre en commun l'exemplarité des gestions innovantes.

Des coopérations renforcées pour une UE forte et qui réponde concrètement aux attentes des citoyens :

- une **Coopération européenne pour la recherche et l'innovation** (CERI) ;
- une **Coopération européenne de l'énergie** (C2E).

La **clause de sauvegarde sociale** : son objectif est d'interdire qu'une directive européenne puisse avoir pour conséquence un recul social (droit du travail, protection sociale, salaires, etc.) dans un pays membre.